

# La colère des peuples

Après la défaite de Napoléon à Waterloo et son exil à Ste Hélène, la royauté absolutiste fut rétablie en France. La dynastie des Bourbons revint au pouvoir avec Louis XVIII et Charles X. En juin 1830, une révolution éclata de nouveau à Paris et plaça Louis-Philippe d'Orléans sur le trône. Très libéral au début, ce roi devint progressivement de plus en plus auto-

ritaire. Louis-Philippe détint le pouvoir de 1830 à 1848. Pendant les dernières années de son règne (1840-1848) l'historien Guizot fut son principal conseiller et ministre. Sa politique tendait surtout à favoriser la bourgeoisie. D'autre part, le prolétariat urbain s'était fort développé en raison de l'essor de l'industrialisation. Or, ce prolétariat exigeait que ses intérêts

## émeute de barricades



fussent pris à cœur et protestait contre l'interdiction de la grève comme aussi contre l'interdiction d'association et de réunion que le gouvernement s'obstinait à maintenir en vigueur contre vents et marées. Le ministre Guizot avait en effet refusé à l'opposition, conduite par Adolphe Thiers, l'autorisation de tenir des meetings. Imitant alors ce qui se pratiquait en Grande-Bretagne, l'opposition organisa des banquets réformistes: par ce moyen, elle propagea parmi les "invités" ses idées de réformes libérales. Parmi celles-ci figurait la révision de la loi électorale. Le gouvernement avait autorisé le premier de ces banquets, mais il interdit ensuite le grand banquet qui devait en quelque sorte couronner la campagne, le 22 février, dans le 12<sup>ème</sup> arrondissement à Paris. Malgré cette interdiction, une grande foule composée surtout d'ouvriers et d'étudiants se présenta au lieu du rendez-vous. La Garde Nationale, convoquée pour assurer l'ordre, se solidarisa avec les manifestants. Il y eut même des heurts avec la troupe, restée fidèle au gouvernement. Comme les troubles persistaient, Louis-Philippe se vit contraint, sous la pression de la Garde Nationale et de son entourage direct, à révoquer Guizot honni par le peuple. Ceci se passait aux environs de midi, le 23 février 1848. Mais ce même jour, vers 9 heures du soir, les manifestants tentèrent de s'emparer du ministère des Affaires Etrangères. Mais un bataillon du 14<sup>ème</sup> régiment de ligne était posté à hauteur de la rue de Courcelles pour défendre le bâtiment. La troupe fit feu, causant 35 morts et 50 blessés. La foule hissa les morts sur un chariot et, à la lueur des torches, cette "Promenade des Cadavres" parcourut Paris, exigeant l'abdication de Louis-Philippe. Aussitôt des préparatifs furent entamés dans les quartiers populaires en vue d'un soulève-



ment en masse. La Garde Nationale, recrutée cependant à cette époque uniquement parmi les citoyens, payant l'impôt foncier et supposés intéressés au maintien de l'ordre et de la monarchie, continuait à soutenir le peuple et, dès le lendemain 24 février, les combats reprirent. Adolphe Thiers, qui était maintenant Président du Conseil, se retira et Louis-Philippe renonça au trône en faveur de son petit-fils le Comte de Paris, âgé seulement de dix ans. Quelques jours plus tard, il chercha asile en Angleterre.

Dès le début on pouvait très nettement discerner deux groupes dans la révolution de 1848: d'une part les bourgeois qui — à l'encontre de cette bourgeoisie qui avait formé la classe dirigeante sous le règne de Louis-Philippe — étaient imprégnés d'idées révolutionnaires, et d'autre part le petit peuple dont les exigences étaient effectivement fort radicales. L'instauration d'une politique démocratique ne fut pas en mesure de les satisfaire. Ils exigeaient aussi la démocratisation des institutions sociales et économiques. On rencontrait beaucoup de socialistes parmi ces radicaux extrémistes. Le successeur de Louis-Philippe n'ayant que dix ans, il fallut pourvoir à la régence. Celle-ci fit l'objet d'une discussion à la Chambre, le 24 février. Pendant les débats un groupe de bourgeois



révolutionnaires envahit la salle des séances et extorqua la constitution d'un gouvernement provisoire dont firent entre autres partie Lamartine, Arago et Ledru-Rollin. Toutefois, la rédaction du journal radical "La Réforme" avait dressé une autre liste de candidats comprenant notamment Louis Blanc et l'ouvrier Albert. Les deux groupes de candidats se portèrent vers l'Hôtel de Ville. Lamartine et ses amis y parvinrent les premiers, mais, après quelque hésitation, ils accueillirent aussi les autres dans le gouvernement provisoire. La République Française fut proclamée le 24 février 1848 au soir. Le peuple révolutionnaire était maître de la situation. Mais il n'était, à ce moment, pas encore question d'un prolétariat organisé. Le lendemain, la République proclama le droit au travail; le 26 février, les "ateliers nationaux" furent institués et le 28 février fut installée, sous la présidence de Louis Blanc, la "Commission du Luxembourg". Cet organisme avait pour mission de chercher une solution aux problèmes ouvriers de cette époque. Mais l'enthousiasme révolutionnaire s'estompa rapidement et le

socialisme fit de plus en plus d'adeptes. D'ailleurs la situation économique précaire ne favorisait pas la réflexion politique sereine du peuple. Aussi les groupements bourgeois modérés reprirent-ils progressivement leur prépondérance. Lors des élections pour l'Assemblée Nationale, qui eurent lieu le 23 avril, les partis modérés remportèrent des succès marquants. Le 15 mai, il y eut un nouveau soulèvement ouvrier qui faillit tourner en coup d'Etat. En juin, une nouvelle émeute fut réprimée de façon sanglante par le Général Cavaignac. Enfin, les forces de la révolution de février s'étaient apaisées. Napoléon III allait bientôt pouvoir prendre en main les rênes du pouvoir.

La révolution de février 1848 influença presque tous les pays d'Europe où elle se répercuta rapidement. En effet, des révolutions semblables éclatèrent partout et dans beaucoup de pays on procéda à des réformes constitutionnelles dans un sens bourgeois-libéral, notamment au Danemark, en Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas et en Autriche-Hongrie.

Après Napoléon, la monarchie absolutiste fut rétablie en France. Mais ce ne fut pas pour longtemps car dès 1830 le roi-bourgeois Louis-Philippe prit le pouvoir. Son ministre Guizot favorisa surtout la bourgeoisie et se préoccupa peu du prolétariat croissant. Le mécontentement de la classe ouvrière provoqua, en 1848, des révolutions libérales dans la plupart des pays européens.